

Le travail de plaidoyer du C.C.F.D.-Terre Solidaire se poursuit auprès du nouveau gouvernement

Dans le cadre de la campagne « Prenons le parti de la solidarité », quatre organisations de la société civile, Oxfam France, Action Aid-Peuples solidaire, le Secours Catholique et le CCFD-Terre Solidaire, ont analysé les programmes des candidats et leur ont demandé de s'engager sur « 15 propositions pour une France solidaire dans le monde ». Suite à l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la république, le CCFD-Terre Solidaire réaffirme son engagement à porter les enjeux de la solidarité internationale pour les cinq ans à venir. Et dans les mois qui viennent, des échéances déterminantes se profilent déjà : le G7, le G20, les discussions européennes autour du paquet « énergie-climat », les négociations à l'ONU sur le traité contraignant sur les entreprises et les droits humains, la COP 23, et bien d'autres. C'est pourquoi le CCFD-Terre Solidaire sera particulièrement investi pour porter ses positions sur quatre chantiers prioritaires.

Le premier chantier, c'est la lutte contre la fraude fiscale et l'optimisation fiscale agressive. Il s'agira de faire en sorte que la France conserve sa position de leader sur les questions de lutte contre l'évasion fiscale et de transparence, acquise au fil des années, notamment au niveau européen et international. On rappelle que, candidat, le président Macron s'est engagé à promouvoir un rapport public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, ainsi qu'à réviser les conventions fiscales injustes signées avec les pays en développement, et à harmoniser les assiettes fiscales en Europe. Le deuxième chantier c'est la lutte contre les dérèglement climatiques, conjuguée à la lutte contre les causes de la faim dans le monde. Le nouveau gouvernement devra notamment défendre, dans les espaces internationaux, l'urgence d'une mise en œuvre de l'accord de Paris qui ait pour fondement les droits humains, et de la nécessité

de cadrer les initiatives privées pour éviter la promotion de fausses solutions qui pourraient nuire à la souveraineté alimentaire des populations. Le CCFD-Terre Solidaire appelle également à revoir la position de l'actuel président sur les agrocarburants.

Troisième chantier : la sortie des initiatives portées par les multinationales de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et au contraire la promotion de l'agroécologie. Depuis des années, des initiatives aux impacts négatifs se sont multipliées pour soutenir des projets portés par des multinationales dans les pays du Sud, à l'image de la NASAN, à la faveur de cadeaux fiscaux et d'assouplissements sociaux. A la prochaine réunion du G20, la France doit se dégager de telles initiatives qui font miroiter la magie des investissements privés massifs sous couvert de développement, et doit donner la priorité aux droits humains et à la lutte contre la pauvreté, face aux intérêts économiques nationaux. En quatrième lieu, il s'agit d'établir la régulation du secteur économique et financier pour faire primer les droits humains, en France et ailleurs, sur les intérêts privés. Au motif que les incitations volontaires en termes de Responsabilité sociale et environnementales sont suffisantes, le candidat Emmanuel Macron a refusé de s'engager sur la proposition des ONG concernant la régulation, par le droit écrit, des entreprises multinationales. Pourtant l'analyse de ces démarches volontaires ont montré leur insuffisance, ce qui a poussé les Nations Unies à lancer des négociations autour d'un traité contraignant sur les entreprises transnationales et les droits humains. La France doit soutenir cette démarche dès la prochaine session de négociations en octobre prochain à Genève. C'est pourquoi, sur tous ces sujets, le CCFD-Terre Solidaire sera attentif et mobilisé, dès à présent et pour cinq ans, pour s'assurer que les nouveaux dirigeants français défendent une France solidaire dans le monde